

Les protocoles "annexes" du pacte germano-soviétique Un secret entretenu pendant cinquante ans

Par Guy DURANDIN*

Le 23 août 1939, Hitler et Staline concluaient un pacte dit de "non-agression". Il comprenait sept articles, dont les quatre premiers, les plus importants, énonçaient les dispositions que voici :

Article 1.- Les deux parties contractantes s'engagent à s'abstenir de tout acte de violence, de tout agissement agressif et de toute attaque l'une contre l'autre, et ce, tant isolément qu'avec les concours d'autres puissances.

Article 2.- Au cas où l'une des parties contractantes devrait être l'objet d'agressions militaires de la part d'une tierce puissance, l'autre partie s'engage à n'apporter aucun soutien d'aucune sorte à cette tierce puissance.

Article 3.- Les gouvernements des deux parties contractantes resteront désormais en contact permanent pour se consulter et s'informer mutuellement des problèmes touchant à leurs intérêts communs.

Article 4.- Aucune des deux parties contractantes n'apportera de participation à aucun groupement de puissances dirigé - directement ou indirectement - contre l'autre partie. (Cf. *Nazi-Soviets Relations 1939-1941, 1948, p.76-77*).

Le traité fut signé à Moscou, dans la nuit du 22 au 23 août, par J.von Ribbentrop¹ pour le gouvernement du Reich, et V.Molotov² pour le gouvernement de l'U.R.S.S.

La nouvelle fit la stupéfaction du monde, et un scandale.³ Stupéfaction, car la préparation du pacte s'était faite en secret, et alors même que des conversa-

* Professeur honoraire de Psychologie sociale à l'Université Paris V-René Descartes. Ancien chargé de cours à l'Institut français de Presse (Université Paris II).

Cet article constitue une partie d'un ensemble de travaux sur le secret auxquels l'auteur se consacre depuis plusieurs années (NDLR)

¹ Ribbentrop, Joachim von, Ministre des Affaires étrangères du Reich de 1938 à 1945.

² Molotov, Viatcheslav, Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique.

Il remplaçait, depuis le 3 mai 1939, Maxime Litvinov. Le changement d'homme signifiait un changement de politique.

³ Quelques esprits, néanmoins, avaient envisagé l'hypothèse d'un tel revirement.

Citons : Hermann Rauschning, Président du Sénat de la "ville libre" de Dantzig, qui avait abandonné ses fonctions en 1936, émigré, et publié un livre pour avertir le monde du danger nazi. Il estimait qu'Hitler n'avait pas véritablement d'idéologie, et pouvait donc s'allier à n'importe qui, selon les circonstances. Cf. : *La révolution du nihilisme* (publié en France, par Gallimard, en 1980).

Et : Walter Krivitsky, agent des services secrets soviétiques, qui avait fait défection en 1937. Il affirmait que Staline admirait Hitler pour son autorité, sa violence, même, et qu'il avait désiré, dès 1934, se rapprocher de lui. Cf. "*J'étais un agent de Staline*" (édité en France par les "Éditions Coopération" en 1940)..

C'est en se référant à Krivitsky que Boris Souvarine a fait paraître dans le *Figaro*, le 7 mai 1939, le retentissant article, intitulé : "Une partie serrée se joue entre Hitler et Staline". Mais on était déjà au mois de mai... En août, les deux "ennemis" auraient signé.

tions étaient officiellement⁴ en cours entre l'Union soviétique, la France et l'Angleterre en vue d'une alliance militaire *contre* l'Allemagne nazie. Le 20 août encore, *l'Humanité* avait publié un communiqué de l'agence *Tass* démentant que des divergences fussent apparues entre les délégations anglo-française et soviétique à Moscou.

Et scandale, parce qu'Hitler avait professé jusqu'à un anti-communisme virulent, et que la propagande soviétique, de son côté, ne cessait de dénoncer le fascisme et le nazisme comme les pires ennemis de l'humanité. Voilà que les deux ennemis se faisaient amis, et cela à un moment où les agissements d'Hitler mettaient le monde sous tension : il avait annexé l'Autriche en mars 1938⁵, obtenu le démantèlement de la Tchécoslovaquie, à la conférence de Munich, au mois de septembre de la même année, et envahi ce qui en restait en mars 1939. Et il menaçait maintenant la Pologne, sous le prétexte des incommodités du corridor de Dantzig⁶. Où s'arrêterait-il ?

Au Japon, le pacte germano-soviétique fut considéré comme une violation de la parole donnée, une trahison, étant donné que l'Allemagne nazie et le Japon avaient signé, moins de trois ans avant (le 25 novembre 1936), le pacte dit "Anti-Komintern", qui était dirigé contre l'U.R.S.S.⁷.

Et, en Union soviétique, il fallut retourner complètement la propagande pour faire passer le pacte. Le 6 septembre 1939, l'ambassadeur allemand à Moscou, von Schulenburg, télégraphiait à Berlin que la méfiance de la population à l'égard de l'Allemagne ne pouvait pas céder rapidement, mais que le gouvernement soviétique exerçait toute la propagande nécessaire, lors de réunions du parti et dans les unités de production, pour la surmonter.⁸ Et Molotov déclarait le 31 octobre 1939 devant le Soviet Suprême que "certaines vieilles formules, dont nous nous servions récemment encore, [...] sont manifestement périmées et désormais impraticables."⁹

Un exemple : à la rentrée des classes, au début de septembre, un groupe d'écoliers des environs de Moscou écrit à la Maison de la Culture pour demander la projection dans leur école de deux films anti-fascistes : *le professeur Mamlock*, et *les Oppenheim*. Or les films anti-fascistes, fort populaires, ont été retirés des écrans dès le 24 août. Résultat : les deux "meneurs" sont arrêtés, jugés, et condamnés pour "agissements contre-révolutionnaires"¹⁰ Ils avaient en somme une ou deux semaines de retard idéologique. Sakharov relate à cet égard que, lorsqu'il était étudiant à la Faculté de Physique de l'Université de Moscou, une des questions que l'enseignant du séminaire de marxisme-léninisme affectionnait particulièrement était celle-ci : "L'accord germano-soviétique, le rapprochement germano-soviétique sont-ils de nature conjoncturelle ou sont-ils de principe ? Il fallait répondre : "De principe, car ils reflètent une profonde similitude de vue."¹¹

Mais le monde aurait été beaucoup plus scandalisé qu'il ne l'a été au mois d'août 1939, s'il avait connu les protocoles secrets qui accompagnaient le pacte de "non-agression", et le traité "d'amitié" qui suivit, au mois de septembre, accompagné lui aussi d'articles secrets

Le pacte du 23 août comportait un protocole secret, composé de quatre articles :

1- Dans le cas d'une modification politico-territoriale des territoires appartenant aux États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), la frontière septentrionale de la Lituanie représentera la limite des sphères d'influence de l'Allemagne et de l'U.R.S.S.. L'intérêt de la Lituanie pour la région de Vilno est reconnu par les deux parties.

2- Dans le cas d'une modification politico-territoriale des territoires de l'État polonais, les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. seront limitées approximativement par les rivières Narev, Vistule et San.

⁴ A côté de cette ligne officielle, des conversations secrètes ont eu lieu entre Anglais et Allemands. La diplomatie anglaise et Chamberlain lui-même, Premier ministre, étaient influencés par un groupe de pensée semi-secret, qui estimait le traité de Versailles injuste, et croyait pouvoir apaiser Hitler en lui faisant des concessions importantes, tant en Europe qu'en matière de colonies. Des conversations économiques, interrompues en 1938 en raison de la crise de Munich, ont été reprises secrètement en 1939.- Cf. à ce sujet : Quigley, C., 1966 / 1974, chap. XIII.

⁵ C'était l' *Anschluss*, interdit en 1919 par les Traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye.

⁶ Attribué à la Pologne en 1919, afin qu'elle ait accès à la mer, le "corridor" séparait la Prusse orientale du reste de l'Allemagne. Il avait une largeur de 70 kilomètres.

⁷ Cf. Duroselle, J.B., 1990, p.332 et 339.

⁸ Cf. Viatteau, A., 1999, p. 68.

⁹ Cf. Rossi, A., 1954, p.100.

¹⁰ Cf. Vaksberg, A., 1991, p. 334.

¹¹ Cf. Sakharov, A., 1990, p.51.

La question de savoir si l'intérêt des deux parties est de considérer comme souhaitable le maintien d'un État polonais indépendant ainsi que la question de savoir quelles frontières aurait cet État ne pourront être réglées définitivement qu'en fonction des développements politiques ultérieurs.

Dans tous les cas, les deux gouvernements leur apporteront une solution par un arrangement à l'amiable.

3- Dans le sud-est de l'Europe, la partie soviétique insiste sur l'intérêt porté à la Bessarabie. Du côté allemand on déclare se désintéresser totalement de ces régions.

4.- Ce protocole sera considéré par les deux parties comme strictement secret."(Cf. *Nazi-Soviet Relations 1939-1941*, 1948, p.78).

Ainsi, les deux partenaires se partageaient les États baltes et la Pologne, et convenaient d'attribuer la Bessarabie à l'U.R.S.S., en secret, c'est-à-dire sans aucune consultation des intéressés. Et le second paragraphe de l'article 2 vouait la Pologne, en tant que nation, à disparaître purement et simplement.

Or, ces articles secrets sont la clé du pacte même, dit de non-agression : si les deux adversaires ont pu surmonter leur méfiance réciproque et mettre provisoirement de côté leur antagonisme idéologique¹², c'est grâce au butin qu'ils se juraient de partager après une agression menée de concert. Le pacte, public, de *non-agression* entre les deux parties reposait sur leur projet, secret, d'*agression* d'un ou plusieurs tiers. L'essentiel, c'était l'"annexe".

Et, après l'invasion de la Pologne, le 1er septembre par l'Allemagne nazie, et le 17 par l'U.R.S.S., l'entente entre les deux agresseurs est allée plus loin. Ribbentrop est retourné à Moscou et a signé avec Molotov, le 29 septembre, un traité dit "d'amitié et de délimitation des frontières", qui, considérant l'état polonais comme désinté-

gré, décidait que l'administration publique serait effectuée désormais, à l'ouest de la ligne de partage, par le gouvernement du Reich allemand, et à l'est par le gouvernement de l'U.R.S.S., sans interférence d'aucune autre puissance. Le traité était assorti de trois protocoles annexes, dont un confidentiel, et deux secrets. Le second de ces derniers concernait la manière de traiter les Polonais résistants, anti-staliniens aussi bien qu'anti-nazis :

"[...] Les deux parties ne toléreront sur leurs territoires aucune agitation polonaise qui menacerait le territoire de l'autre partie. Elles briseront tout début d'agitation sur leurs territoires respectifs, et s'informeront mutuellement des moyens à employer à cette fin."(*Nazi-soviets Relations 1939-1941*, Op. cit., 1948, p.107).¹³.

C'est ainsi que le N.K.V.D. et la Gestapo agirent de concert tout l'hiver 1939-1940, échangeant leurs informations, - et leurs opposants réciproques.¹⁴.

Le pacte germano-soviétique, fondé sur ses "annexes" secrètes, a satisfait, sur le moment, les deux protagonistes. Hitler voulait *faire* la guerre, il l'a faite. Staline voulait *déclencher* la guerre, elle s'est déclenchée.

Avant le pacte, chacun des deux se trouvait potentiellement exposé à deux fronts :

- Hitler : à la Pologne, l'Angleterre et la France d'une part, la Russie de l'autre,

- Staline : à l'Allemagne nazie à l'ouest, et le Japon à l'est.¹⁵.

Par le pacte, Hitler se débarrassait du danger oriental, et il put concentrer le gros de ses troupes à l'ouest.

Staline, lui, se protégeait à l'Ouest, en se préparant à exploiter, le moment venu, la décomposition de l'Europe, pour y imposer sa dictature.

Qu'Hitler ait voulu faire la guerre, cela ressort clairement de ses discours secrets :

¹² Dans un discours au Soviet suprême, le 31 octobre 1939, Molotov déclare qu'en Angleterre de même qu'en France, "les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une "guerre idéologique" qui rappelle les vieilles guerres de religion.[...] Or, une guerre de ce genre ne pourrait être justifiée en aucune façon. L'idéologie de l'hitlérisme comme tout autre système idéologique peut être reconnue ou rejetée, c'est une question d'opinions politiques. Mais n'importe qui comprendra qu'on ne saurait détruire une idéologie par la force. C'est pourquoi il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre." (Cité par Pike, D.W., 1990, p. 116-117).

¹³ Le texte de ce paragraphe est libellé en allemand comme suit : "Beide Teile werden auf ihren Gebieten keine polnische Agitation dulden, die auf die Gebiete des anderen Teilen hinüberwirkt. Sie werden alle Ansätze zu einer solchen Agitation auf ihren Gebieten unterbinden und sich gegenseitig über die hierfür zweckmässigen assnahmen unterrichten."

Moskau, den 28 September 1939. (Cf. Pike, D.W., 1990, p.119).

¹⁴ Cf. Viatteau, A., 1999, p.41.

¹⁵ On se rappelle que nombre de conflits ont opposé par le passé le Japon et la Russie. Des guerres de frontières, limitées, eurent lieu en 1938 et 1939.

le 23 mai 1939, il dit à ses généraux : "Dantzig n'est pas la question". Le problème, c'est d'agrandir l'espace vital de l'Allemagne ("Lebensraum"), pour la nourrir. Il faut attaquer la Pologne à la première occasion. Et, le 22 août, il abat devant eux sa carte maîtresse : afin d'éviter que la Russie n'attaque l'Allemagne une fois qu'elle se serait emparée de la Pologne, il a mené graduellement un changement de politique, en partant des négociations commerciales. Et il est parvenu à ce que les Russes, dit-il, proposent un pacte de non-agression. Maintenant, la voie est ouverte aux militaires. Mais il ajoute : "Ma seule crainte, c'est qu'à la dernière minute, un *Schweinehund* quelconque ne sorte un plan de médiation." ^{16, 17}.

Quant à Staline, il a oeuvré, délibérément, au déclenchement de la guerre. Raisonnant en termes stratégiques, il dit en effet, le 19 août 1939, devant le Politburo : "Si nous signons avec la France et la Grande-Bretagne un pacte d'assistance mutuelle, l'Allemagne renoncera certainement à la Pologne et cherchera un *modus vivendi* avec les puissances occidentales. La guerre sera repoussée, mais, par la suite, les événements pourront prendre un tour dangereux pour l'URSS. Si nous acceptons la proposition faite par l'Allemagne de conclure avec elle un pacte de non-agression, elle attaquera évidemment la Pologne, ce qui rendra inévitable l'intervention de la France et de l'Angleterre. L'Europe occidentale sera alors la proie de troubles et de désordres graves. Dans ces conditions, nous aurons de grandes chances de rester à l'écart du conflit, et

nous pourrons espérer entrer en guerre lorsque ce sera davantage pour nous." ¹⁸

Mais en jouant la carte Hitler, Staline s'est "cruellement trompé", dit Sakharov. ¹⁹ Le 22 juin 1941, en effet, moins de deux ans après la signature des pactes de non-agression et d'amitié, Hitler attaquait la Russie. Il avait reçu d'elle, dans l'intervalle, des quantités de matières premières, en vertu des échanges économiques conclus lors du pacte d'amitié. Il allait maintenant les utiliser contre elle.²⁰

Dès lors, la coupure idéologique reprit sa force en propagande. En Allemagne, pour expliquer le retournement contre l'ami d'hier, Goebbels dit que cela était en relation avec les comportements de la juiverie internationale. Celle-ci, selon lui, avait en 1939 relâché son emprise sur le gouvernement soviétique, et c'est ce qui avait permis la conclusion du pacte. Mais, depuis, elle avait repris le dessus. Il n'y avait donc plus d'entente possible. Et, concluait Goebbels, ce dont on devrait s'étonner, c'est que cela ne se fût pas produit plus tôt ! ²¹

Quant aux Soviétiques, il eurent désormais honte du pacte, car Hitler, par son attaque, était redevenu le mal, en théorie comme en acte. Il était dès lors humiliant de s'être laissé duper par lui, et honteux d'avoir passé avec lui un vilain marché. C'est pourquoi historiens et propagandistes se sont efforcés de cacher les protocoles secrets, quitte à justifier le pacte lui-même, au moyen de divers arguments.²² Or, les annexes secrètes

¹⁶ Cf. Quigley C., Op.cit., 1966 / 1974, p.649.

¹⁷ *Schweinehund* : littéralement : cochon-chien. Le dictionnaire Harrap's, 1989, traduit, familièrement, par : *peau de vache* ! Hitler fait allusion aux événements de septembre 1938, où l'insistance de Chamberlain pour régler la question des Sudètes de manière pacifique l'avait empêché d'envahir purement et simplement la Tchécoslovaquie. "Chamberlain, cette canaille, m'a gâché mon entrée à Prague", dit-il alors. Cf. Toland J., 1976-78, II, p. 51 et : Fest J., 1973, Livre V, p.230.

¹⁸ L'extrait ci-dessus du discours de Staline est la traduction française présentée par J. Rossi, 2000, p.230, note 1. L'auteur précise que le texte a été retrouvé par T.S.Bouchoueva dans les Archives spéciales de l'U.R.S.S. après l'effondrement du régime soviétique. Cf. Novy Mir, 1994, n° 12, p. 232-233.

¹⁹ Sakharov, A., Op.cit., 1990, p. 55.

²⁰ Cf. Pike, D.W., Op.cit., 1990, p. 113-122. L'auteur expose l'aide, très importante, que l'Union soviétique a rendue à l'Allemagne nazie de 1939 à 1941, en vertu du traité d'amitié du 28 septembre 1939 : fourniture de matières premières en provenance de l'U.R.S.S.- même (céréales et pétrole surtout), ou bien de pays étrangers auprès desquels l'Allemagne n'aurait pas pu s'approvisionner, en raison du blocus britannique (caoutchouc et cuivre du bassin pacifique, par exemple). Et installation de bases maritimes, dédiées tant à l'attaque qu'à la défense, à Mourmansk, et dans la baie de Zapadnaya Litza.

²¹ D'après Pätzold, K., 1980, p. 306 et 307.

²² Les justifications formulées par les historiens et propagandistes soviétiques ont été de six sortes principales : 1. Les Anglo-Français n'avaient pas convié l'U.R.S.S. à la conférence de Munich en septembre 1938, et ils avaient sacrifié la Tchécoslovaquie.- 2. En 1939, ils faisaient traîner les pourparlers militaires.- 3. la Pologne refusait le passage de troupes soviétiques sur son territoire. - 4. L'Union soviétique risquait d'avoir à se défendre sur deux fronts : Allemagne et Japon. - 5. Les services soviétiques avaient eu vent des conversations économiques *secrètes* anglo-allemandes. - 6. En signant le pacte, Staline gagnait du temps. (Cet argument a été vigoureusement contesté par V.A. Kravchenko, qui reproche à Staline de ne pas avoir renforcé la défense du pays pendant les vingt-deux mois écoulés entre le pacte et l'attaque nazie. Voir à ce sujet : "J'ai choisi la liberté", . p.476 à 480 et p. 609).

"Mais, quelque soit l'analyse de la politique stalinienne que l'on fasse, dit Jean-Louis Panné, [...] il n'en reste pas moins que Staline savait qu'il favorisait les entreprises hitlériennes." (1993, p. 258).

avaient été la condition même de possibilité du pacte : c'est le partage du butin qui avait permis aux deux adversaires de s'entendre, en mettant l'idéologie en sourdine.

Les protocoles secrets ont été occultés pendant cinquante ans : de 1939 à 1989²³, à l'aide de plusieurs sortes de procédés : omission, censure, négation, fabrication de faux, accompagnées ou non d'accusations de mensonge à l'égard de l'adversaire. En voici quelques exemples, placés dans l'ordre chronologique :

- Procès de Nuremberg (10 novembre 1945 - 1^{er} octobre 1946)

Au lendemain de la guerre, Staline avait constitué une commission ultra-secrète (qui porta plusieurs noms différents) pour la conduite du procès de Nuremberg, placée sous la responsabilité d'Andrzej Vychinski²⁴. La tâche essentielle de cette commission était d'empêcher toute discussion publique au sujet des relations soviéto-allemandes pendant les années 1939-1941.²⁵

Au cours des débats, le général Rudenko, procureur général soviétique, et son adjoint, le colonel Pokrovski, firent donc systématiquement obstruction à l'évocation du pacte, en invoquant le principe de *pertinence* : le tribunal, disaient-ils, avait à traiter des crimes de guerre, et non de problèmes politiques. Les Allemands, au contraire, tenaient à parler du pacte et des annexes secrètes, car cela révélerait que l'U.R.S.S. portait, autant que l'Allemagne, la responsabilité du déclenchement de la guerre. Une des parties voulait donc parler du pacte, l'autre non, mais chacune des deux pour la même raison : réduire sa propre responsabilité. L'avocat de Hess, le Dr. Seidl, revint plusieurs fois à la charge au cours du mois de mars 1946, et fut

enfin autorisé, le 1^{er} avril (séance du matin), à lire une partie d'un affidavit²⁶ de l'ambassadeur Gauss, qui avait accompagné Ribbentrop à Moscou les 22-23 août 1939, et avait rédigé avec lui les projets de traités. Et il parvint, au cours des auditions suivantes, à interroger, ou faire interroger, plusieurs des personnes présentes, soit accusés, soit témoins.

Ainsi, Ribbentrop a parlé longuement du pacte, à deux reprises (interrogé par son propre avocat, le Dr. Horn, le 29 mars 1946, après-midi, et par Seidl le 1^{er} avril, matin). Il a évoqué l'accueil fort amical qu'il a reçu en arrivant à Moscou le 22 août 1939 au soir, et confirmé le contenu des accords secrets qui comportaient la délimitation des deux zones d'influence, l'une allemande, l'autre soviétique. Il ne s'agissait, dit-il, pour Staline comme pour Hitler, que de récupérer "des territoires perdus au cours d'une guerre malheureuse"²⁷. (Procès, tome X, p.280). Et il a déclaré : "Staline, pour cette raison, ne pourra jamais faire à l'Allemagne le reproche d'une agression ou d'une guerre d'agression pour son action en Pologne. Si l'on parle d'agression, alors les deux pays sont coupables." (Ibid., p.327).²⁸

Le général Jodl, interrogé par Seidl le 5 juin 1946, matin, a décrit la "coordination des opérations allemandes et soviétiques", effectuée en application des accords secrets, lorsqu'elles atteignirent respectivement la ligne de démarcation Narev-Vistule-San, en septembre 1939.

Et Ernst von Weizsäcker, ancien secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères allemand, interrogé, - à titre de témoin-, le 21 mai 1946 après-midi, a confirmé l'existence des accords secrets de partage du 23 août 1939, et précisé qu'ils avaient été un peu modifiés en septembre.

²³ Nous considérons que le secret a pris fin en 1989, parce que c'est à cette date que les dirigeants soviétiques ont officiellement reconnu l'existence des protocoles secrets. Mais rien n'assure que de nouvelles tentatives d'occultation ne se soient pas produites au delà de cette date. Ainsi, le 17 septembre 1999 encore, le ministère russe des Affaires étrangères a publié une déclaration selon laquelle les actes effectués par l'U.R.S.S. en Pologne en 1939 "étaient dictés, non par la volonté d'occuper des territoires étrangers mais par la nécessité d'assurer la sécurité de son propre pays". Cette déclaration a suscité une vive réaction du Président de la République polonaise, Aleksander Kwasniewski, (pourtant ancien communiste), ainsi que du ministre des Affaires étrangères, Bronislaw Geremek. Cf. Viatteau, A., septembre 2000, <http://www.diploweb.com/p7viat03.htm>, et, plus généralement, le livre de cet auteur : "Staline assassine la Pologne", Seuil, 1999.

²⁴ On sait que Vychinski fut le procureur des grands procès de Moscou dans les années trente. A l'époque du procès de Nuremberg, il était vice-ministre des Affaires étrangères, et il n'avait pas, selon Vaksberg, de fonction judiciaire officielle. Mais les juges anglais, américains et français semblent avoir cru qu'il était encore Procureur général. Cf. Vaksberg, Op.cit., 1991, p.257-259.

²⁵ Ibid.

²⁶ Affidavit : déposition écrite, et certifiée.

²⁷ Par suite de la défaite allemande en 1918, et celle de la Russie bolchévique en Pologne en 1920.

²⁸ Le Dr. Horn a interrogé en outre, mais à titre de témoin, Margarete Blank, ancienne secrétaire de Ribbentrop, et responsable de la conservation des documents secrets. Elle a déclaré qu'elle avait appris l'existence de l'accord secret par une enveloppe spécialement cachetée, classée séparément, et portant la mention "accord germano-russe supplémentaire ou secret". (Séance du 28 mars 1946, matin).

Enfin, Seidl, lors de sa plaidoirie en faveur de Hess, qui a occupé tout l'après-midi du 25 juillet 1946, a été obligé d'omettre certains passages concernant le pacte, que le Tribunal avait censurés. (Le Tribunal avait en effet décidé le 1er juillet que le texte des plaidoiries lui serait soumis avant qu'elles fussent prononcées).²⁹ Mais il a évoqué de nouveau l'affidavit de Gaus, rappelé les dépositions des accusés Ribbentrop et Jodl, et du témoin Weizsäcker, et reparlé lui-même du pacte du 23 août et de l'annexe secrète.

Ainsi, lors des *audiences*, pacte et protocoles secrets ont été évoqués plusieurs fois, malgré l'opposition des procureurs soviétiques.

Mais, lorsqu'il s'est agi de rédiger le *jugement*, le juge soviétique, Nikitchenko, a fait pression sur ses collègues occidentaux pour que l'on passe les "pactes secrets" sous silence. Et ceux-ci, - alliés, - y ont consenti. On ne trouvera donc rien dans le jugement sur les secrets³⁰.

Et les Soviétiques persisteront, jusqu'en 1989, à en nier l'existence.

1953-54. Un livre intitulé "La vérité sur 1939. La politique extérieure de l'U.R.S.S. d'octobre 1939 à juin 1941" est publié par les Éditions sociales, signé de deux auteurs agrégés de l'Université, J. Bouvier et J. Gacon. Ce livre relate des faits importants, mais c'est un cas typique des méthodes de la propagande soviétique de l'époque, et il est tissé de mensonges, sous forme d'omissions, de négations, d'inventions, de pré-supposés et de raisonnements fallacieux, et d'équivoques sémantiques. Les auteurs intitulent une section : "Le prétendu partage de la Pologne : 17 septembre 1939". (p. 195). Ils affirment que le

remplacement de Litvinov par Molotov, au mois de mai 1939, ne signifiait pas un tournant de la politique extérieure de l'U.R.S.S. (p.150). Le pacte du 23 août non plus. (p.247). Et ils expédient en six lignes le "protocole secret", qui "formerait" annexe au pacte, en disant que "le procureur soviétique Rudenko a toujours affirmé qu'il s'agissait d'un faux". (p.195-196.)

Or, "sans les protocoles secrets, dit Amilcar Rossi, l'histoire même de l'Allemagne, de la Russie et de l'Europe pendant deux ans et demi deviendrait une énigme indéchiffrable." Op.cit., (1954, p.21).^{31, 32}.

1967 L'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. publie, en français, une version retouchée de l'"Histoire de l'U.R.S.S. de l'antiquité à nos jours" (Éditions de Moscou) où on peut lire : "Le 17 septembre [1939], les troupes soviétiques franchissent la frontière soviéto-polonaise et atteignent quelques jours plus tard la "ligne Curzon". L'avance allemande était stoppée". (sic).

1976 Trois cent sept documents diplomatiques sont publiés à Moscou (Editions du Progrès) sous le titre : "L'U.R.S.S. dans la lutte pour la paix à la veille de la seconde guerre mondiale". Ils forment un volume de 530 pages, distribué en France par *Odéon-Diffusion*. Ils contiennent les procès verbaux des conversations militaires franco-soviétiques de 1939 et expliquent leur échec, mais aucun ne traite des pourparlers germano-soviétiques, ni du protocole secret du 23 août.³³

1979 Le 23 août, quarantième anniversaire du pacte germano-soviétique, l'agence Tass écrit : "Parler de coopération entre la Russie communis-

²⁹ Mais un des avocats allemands, le Dr. von der Lippe, s'était procuré les passages censurés de la plaidoirie de Seidl et les avait recopiés. Des journalistes en ont pris connaissance, de sorte que le protocole secret du 23 août 1939 a été révélé en Occident au mois de mai 1946, avant même l'achèvement du Procès. (Le 23 mai dans *le St. Louis Post Dispatch* (Missouri), le 30 mai dans le *Manchester Guardian*, - et le 29 juin dans *Une semaine dans le Monde*).

³⁰ Le pacte de non-agression lui-même, sinon ses additifs secrets, est néanmoins évoqué dans *l'acte d'accusation*. Le sixième chef d'accusation est en effet libellé : "Invasion du territoire soviétique par les allemands le 22 juin 1941, en violation du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS du 23 août 1939" (Procès, Tome I, p. 42).

Il a été évoqué aussi dans *le jugement*, à deux reprises :

- en deux lignes, (Procès, Tome 1, p. 212) : "Von Ribbentrop fut envoyé à Moscou pour négocier un pacte d'agression avec l'Union soviétique",

- et dans trois paragraphes, (Procès, Tome I, p. 224) : "Le 23 août 1939, l'Allemagne signait avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques un pacte de non-agression. [...] l'Union soviétique, pour sa part, s'était conformée aux termes de ce pacte, [...] Néanmoins, dès la fin de l'été 1940, l'Allemagne, en dépit du pacte de non-agression, commençait ses préparatifs d'attaque contre l'U.R.S.S.[...]". Ainsi, l'acte d'accusation et le jugement, en évoquant le pacte de "non-agression", ne manquent pas de flétrir la trahison de l'Allemagne nazie. Mais ils omettent l'essentiel : les accords secrets entre les deux comparses.

³¹ A. Rossi avait publié, dès 1949, un important ouvrage sur le pacte, intitulé : "*Deux ans d'alliance germano-soviétique. Août 1939-juin 1944*". (Fayard). Et il a été stupéfait que l'on puisse, en 1953 encore, mentir à ce point. Aussi a-t-il procédé, en 1954, à une critique sévère du livre de Bouvier et Gacon, sous le titre : "*Le pacte germano-soviétique. L'Histoire et le Mythe*". (Collection de la revue "*Preuves*").

³² Un des deux auteurs, Jean Bouvier, a eu l'honnêteté de désavouer par la suite le livre de 1953.

³³ Cf. Bariety, J., *Le Monde*, 25 août 1976.

te et le fascisme allemand est un mensonge monstrueux et éhonté.³⁴

1983 Lors d'une conférence sur : "L'Information historique et le III^{ème} Reich" organisée par la "Commission de l'information historique pour la paix" (Ministère des Anciens Combattants), en coopération avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, un général soviétique a nié que l'U.R.S.S. ait participé à un partage de la Pologne en 1939, et affirmé qu'elle l'avait "prise sous sa protection."³⁵

1987 La "transparence" initiée par Gorbatchev suscite quelques audaces dans les pays baltes et en Pologne :

- ainsi est publié en Estonie, au mois de juillet 1987, le "roman" de Heino Kiik, *Maria Siberimaal* (Maria en Sibérie), qui relate le sort d'un groupe de seize familles, - des femmes et des enfants en majorité, - déportés en Sibérie en 1949, en plein hiver. L'ouvrage, terminé depuis dix ans, n'avait pas obtenu jusque-là l'autorisation de paraître ³⁶.

Le 6 août de la même année, en Lettonie, le groupe des droits de l'homme "Helsinki 86" demande la publication du texte du traité germano-soviétique, protocoles secrets compris, et presse les gouvernements allemand et soviétique de déclarer le traité comme nul. Le journal du parti communiste letton, *Cina*, répond que les textes sont introuvables. Et la presse centrale soviétique continue d'affirmer qu'en juin 1940, la Lettonie s'était jointe volontairement à l'Union soviétique. Mais, le 23 août, à Riga, plusieurs milliers de personnes se réunissent au pied de la statue de la Liberté, y déposent des fleurs rouges et blanches, - symboles du drapeau de la Lettonie indépendante -, et observent une minute de silence à la mémoire des victimes du traité. Brutalités policières et arrestations s'ensuivent.³⁷

- De même, en Lituanie, une manifestation de protestation contre le pacte Molotov-Ribbentrop se tient à Vilnius. Elle n'est pas réprimée par la

police, mais elle est abondamment critiquée par la presse centrale soviétique, ainsi que la presse locale lituanienne. On s'efforce de justifier le pacte en arguant de la mauvaise volonté des Anglo-Français à l'époque. On dit que les manifestations sont inspirées par la C.I.A.. Et un historien lituanien déclare dans *Sovetskaya Litva* que les "clauses secrètes" ont été inventées de toutes pièces.³⁸

- Mais en Pologne, au mois d'octobre 1987, l'hebdomadaire *Zycie Literackie* (*La Vie Littéraire*) publie une série de dix articles sur le pacte de non-agression. Et, dans le neuvième de ces articles, le protocole secret du 23 août est reproduit intégralement, pour la première fois en Pologne depuis la guerre. Toutefois, l'auteur de ces articles, membre du parti, se sent tenu de signaler que les Soviétiques ne reconnaissent pas l'authenticité de ce document. ^{39, 40}.

- Le même mois, Gorbatchev fait un discours pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917. Il parle de manière détaillée du pacte germano-soviétique de 1939, mais ne mentionne pas les protocoles secrets.⁴¹

1988 En Lituanie, le journal *Sajudzio Zinios*, organe du "Mouvement Lituanien de Restructuration" publie, pour la première fois dans un pays relevant de l' U.R.S.S., le texte du protocole secret.⁴². Plusieurs autres journaux baltes suivent : en Estonie *Rahva Haal*, journal du Parti, les 10 et 11 août. En Estonie aussi, *Sovetskaya Estoniya*, le 17 août, et c'est la première fois qu'il est publié en langue russe. En Lettonie, *Padomju Jaunatne*, journal du Komsomol, le 23 août.⁴³

Ce retour à la vérité en histoire a été à la fois le signe et l'instrument du retour à la liberté elle-même. Moins de deux ans après, en effet, le 11 mars 1990, la Lituanie va proclamer son indépendance, l'Estonie le 30 mars, et la Lettonie le 4 mai.⁴⁴. Cela ne se passera pas sans heurts. Mais, dans l'intervalle, la vérité aura cheminé.

³⁴ Cf. Pike, D.W., Op.cit., 1990, p. 113.

³⁵ Durandin G., Notes personnelles.

³⁶ Cf. Radio Liberty Research Bulletin, 28 octobre 1987.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid., 20 avril 1988.

⁴⁰ Dès 1972, le protocole avait été publié à Londres, par Jean Szembek, dans le tome IV de *Diariusze i Teki* [Agendas et dossiers]. Il présentait les photographies des textes allemand et russe côte à côte. Cf. Kwiatkowska-Viatteau, A., Op.cit., 1989, p.170.

⁴¹ Cf. Radio Liberty Research Bulletin, 20 avril 1988.

⁴² Ibid., 5 octobre 1988.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Cf. Durandin G.,1993, p.63.

1989 Le 1er juin, le Congrès des députés soviétiques décide la création d'une commission pour éclairer la période du pacte Molotov-Ribbentrop.

Le 2 juin, le chancelier Helmut Kohl fait transmettre à Gorbatchev des copies, sous forme de microfilms, du protocole secret du 23 août 1939.⁴⁵

Le 9 juin, l'historien soviétique officiel, Lev Bezymenski déclare, dans une conférence de presse à Bonn, qu'il considère les micro-films comme authentiques.⁴⁶

Enfin, le 23 décembre, Alexandre Iakovlev, membre du Bureau politique, et président de la commission gouvernementale chargée d'examiner le pacte, déclare, lors du II^{ème} Congrès des députés populaires de l'U.R.S.S., que Staline et Molotov avaient effacé les traces du protocole secret, et qu'il était resté inconnu, tant au Soviet suprême qu'au Bureau politique jusqu'en 1948, date à laquelle il fut publié aux États-Unis. "Tout cela, dit-il, nous a coûté très cher, tant politiquement que moralement"⁴⁷.

Or, c'est pour commencer, à la Pologne et aux pays baltes que les protocoles secrets ont coûté cher :

- Pologne : six millions de morts, victimes des nazis, et plus d'un million et demi de morts et disparus en captivité et déportation soviétiques^{48, 49},
- Lituanie : 105 000 morts, 294.000 déportés en Sibérie, et 200.000 Juifs déportés en Allemagne, en 1941.^{50, 51},
- Lettonie, 110.000 arrêtés ou déportés,
- Estonie, 100.000 arrêtés ou déportés.

Pour l'Union soviétique, la guerre a été, sur le plan humain, une catastrophe : vingt millions de morts. Mais, pour Staline, une victoire politique, car, attaqué par Hitler en 1941, il a été obligé de lutter contre le Nazisme, et il a acquis ainsi, par le jeu des contraires, un brevet de démocratie. Les

démocraties occidentales, prises au piège, l'ont aidé militairement, et moralement toléré.

Quant à Hitler, il avait décidé de faire la guerre à tout prix, allant jusqu'à s'allier, pour un temps, avec l'ennemi. Le prix : ce fut sept millions de morts allemandes, et la défaite.

RÉFÉRENCES

- Durandin G., *L'Information, la désinformation et la réalité*, Paris, P.U.F. (Coll. le psychologue), 1993.
- Duroselle J.B., *histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 10^e édition, 1990.
- Fest J., *Hitler*, Paris, Gallimard, 1973 (Traduit de l'allemand).
- Kravchenko V.A., *J'ai choisi la liberté*, Paris, Olivier Orban, 1980. (Traduit de l'américain; édition originale : 1947).
- Krivitsky Général Walter G., *J'étais un agent de Staline*, Paris, Éditions Champ libre, 1979 (1ère édition française : 1940)
- Kwiatkowska-Viatteau A. *Voir infra* : Viatteau A.
- Panné J.L. *Boris Souvarine*, Paris, Robert Laffont, 1993.
- Pätzold K., *Rassismus und Antisemitismus in der Kriegsideologie des faschistischen deutschen Reiches (1939-1941)*, in : Rapport du Colloque organisé par le Comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale au XV^{ème} Congrès international des Sciences historiques, *La propagande pendant la deuxième guerre mondiale*, p. 281 - 308, Bucarest, août 1980.
- Pike D.W., *Aide morale et matérielle de l'U.R.S.S. à l'Allemagne nazie. Les conséquences pour la France et la Grande Bretagne du pacte Molotov-Ribbentrop*, in : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 160, p. 113- 122, oct. 1990.
- Quigley C., *Tragedy and Hope A History of the World in our Time*, New-York, Macmillan, et Londres, Collier-Macmillan, 1974 (1ère édition : 1966).
- Rauschnig H., *la révolution du nihilisme*, Paris, Gallimard, 1980 (traduit de l'allemand; édition originale : 1936).

⁴⁵ Le Monde, 4-5 juillet 1989, d'après l'AFP.

⁴⁶ Cf. Kwiatkowska-Viatteau A., 1989, p.170.

⁴⁷ Cf. Pike, D.W., Op.cit., 1990, p.113, note 1.

⁴⁸ Cf. Viatteau A., mai 2001, <http://www.diploweb.com/p7/viat04.htm>.

⁴⁹ Dans ce contexte se situe le massacre de Katyn, que les Soviétiques ont accompli en 1940, mais qu'ils ont nié, de même que les pactes secrets, pendant cinquante ans, en l'attribuant aux Allemands, et en affirmant à cet effet qu'il avait eu lieu en 1941, date à laquelle ceux-ci avaient envahi et occupé la région de Smolensk..

Cf. à ce sujet : Kwiatkowska-Viatteau, A., 1989, et Viatteau A, Op.cit., 1999, chap. 4.

⁵⁰ Les chiffres indiqués ici pour les trois pays baltes sont repris de Joseph Darski, in : *Géopolitique* n°33, printemps 1991, p. 48-57.

⁵¹ Le protocole secret du 23 août 1939 avait placé la Lituanie dans la "sphère d'intérêts" allemande, mais elle a été attribuée ensuite à la sphère soviétique, au terme des accords complémentaires du 28 septembre et du 5 octobre 1939. Elle a subi trois occupations successives : par les Soviétiques en 1940, puis par l'Allemagne lorsque celle-ci a envahi l'U.R.S.S. en 1941, et de nouveau par l'U.R.S.S., en 1944, sous couvert de "libération".

Rossi A., *Deux ans d'alliance germano-soviétique. Août 1939-juin 1941*, Paris, Fayard, 1949.

Rossi A., *Le pacte germano-soviétique L'histoire et le mythe*, Paris, Coll. de la Revue *Preuves*, 1954.

Rossi J., *Qu'elle était belle cette utopie ! Chroniques du Goulag*, Paris, le-cerche-midi, 2000.

Sakharov A., *Mémoires*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 (Traduit de l'américain).

Taylor T., *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995 (Traduit de l'Américain, 1992).

Toland J., *Adolph Hitler*, Paris, Pygmalion, 1978. (Traduit de l'américain, 1976).

Vaksberg A., *Vychinski le Procureur de Staline. Les grands procès de Moscou*, Paris, Albin Michel, 1997.

Varaut J.M., *Le Procès de Nuremberg. Le glaive dans la balance*, Paris, Perrin, 1992.

Viatteau A., (Kwiatkowska-Viatteau A.) *L'armée polonaise assassinée*, Paris, Éditions Complexe, 1989. (Édition originale : 1982).

Viatteau A., *Staline assassine la Pologne*, Paris, Seuil, 1999.

o o o

Procès des Grands Criminels de Guerre devant le Tribunal Militaire International, texte officiel en langue française, Nuremberg, 1947, 42 volumes.

Nazi-Soviet Relations, 1939-1941. Documents from the Archives of the German Foreign Office as related by the Department of State, Edited by Raymond James Sontag and James Stuart Beddie, Washington, D.C. Department of State, 1948.

o o o

Sur Internet :

Viatteau A., *Le pacte Ribbentrop-Molotov. L'agression de la Pologne le 17-09-1939 et sa négation russe en 1999*.

<http://www.diploweb.com/p.7viat03.htm>

septembre 2000.

Viatteau A., *Le "démontage" des archives communistes soviétiques*.

<http://www.diploweb.com/p.7viat04.htm>

mai 2001.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LES PROTOCOLES ANNEXES DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE : CINQUANTE ANS DE SECRET

par Guy DURANDIN

Quand Staline et Hitler conclurent, le 23 août 1939, un pacte de "non-agression", ce fut la stupéfaction générale, car les deux partenaires n'avaient cessé jusque là de se honnir l'un l'autre au nom de leurs idéologies respectives : socialisme contre "fascisme".

Mais le monde aurait été plus scandalisé encore s'il avait connu les *articles secrets* annexés au pacte : les deux dictateurs s'engageaient à se partager, après l'attaque, la Pologne et les Pays Baltes.

Or ces articles "annexes" étaient en réalité le cœur du pacte, et la condition même de sa possibilité : si Hitler et Staline ont pu s'entendre, en mettant l'idéologie en sourdine, c'est grâce au butin qu'ils décidaient de partager.

Mais après qu'Hitler eût attaqué l'U.R.S.S., en juin 1941, les dirigeants soviétiques ont eu doublement honte, car Staline avait trahi l'idéologie, et il avait été, stratégiquement, la dupe d'Hitler. C'est pourquoi les services de propagande soviétique ont nié, pendant cinquante ans, (jusqu'à la fin 1989), l'existence des articles secrets.

FIFTY YEARS OF SECRECY: THE PROTOCOLS APPENDED TO THE GERMAN-SOVIET NONAGGRESSION PACT

by Guy DURANDIN

The world was dumbfounded when Stalin and Hitler signed a "nonaggression" treaty on August 23, 1939, because up to that moment the two partners had execrated one another in the name of their respective ideologies, socialism and "fascism."

People would have been even more shocked had they been aware of the secret protocols appended to the treaty: the two dictators agreed to divide Poland and the Baltic countries between themselves, following an invasion.

In fact, these "appended" protocols were the very essence of the treaty and the condition that made it possible: Hitler and Stalin managed to set aside their ideologies and to reach agreement thanks only to the spoils they had decided to share.

So after Hitler attacked the USSR in 1941, Soviet leaders were doubly ashamed: not only had Stalin betrayed their ideology, he had been duped by Hitler. That is why Soviet propaganda services denied for fifty long years (until late 1989) that the secret protocols had ever existed.

ANNEXE I

Extrait des réponses de Ribbentrop au Procès de Nuremberg, le 29 mars 1946 (après-midi)

Dr HORN. — Le 18 août,* l'ambassadeur Henderson fut-il de nouveau invité à se rendre auprès de votre secrétaire d'État, vu que la situation s'aggravait de plus en plus en Pologne et à Dantzig ?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Oui, quelques jours après, il y eut un entretien entre l'ambassadeur anglais et le secrétaire d'État. Ce dernier a alors exposé très clairement toute la gravité de la situation et montré que les choses prenaient une mauvaise tournure.

Dr HORN. — Est-il exact que, dans ces jours de crise, vous avez pris la décision, à la suite de renseignements qui vous étaient parvenus, de vous mettre en rapport avec la Russie et d'entreprendre des négociations avec elle ? Quels en furent les motifs ?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Des négociations avec la Russie avaient déjà été entreprises quelque temps auparavant. Le maréchal Staline, en mars 1939, avait prononcé un discours dans lequel il exprimait le désir d'entretenir de meilleures relations avec l'Allemagne. J'en fis part à Adolf Hitler et je le priai de me dire s'il fallait prendre ces propositions au sérieux. Adolf Hitler s'y montra d'abord peu disposé ; puis il se fit à cette idée. On ouvrit des négociations commerciales et, au cours de ces négociations, avec la permission du Führer, je tentai de savoir auprès de Moscou s'il n'était pas possible de trouver un commun dénominateur au national-socialisme et au bolchevisme ou tout au moins de faire coïncider les intérêts des deux pays.

Dr HORN. — De quelle façon se déroulèrent les négociations de l'agence commerciale soviétique à Berlin avec votre ambassadeur Schnurre ?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Les négociations de l'ambassadeur Schnurre me firent connaître, au bout de peu de temps, que Staline n'avait pas prononcé cette phrase à la légère. Nous eûmes alors un échange de télégrammes avec Moscou, et vers la mi-août, Adolf Hitler adressa un télégramme à Staline qui, en réponse, invita un plénipotentiaire à Moscou. Le but était, après ces préparatifs diplomatiques, la conclusion d'un pacte de non-agression entre les deux pays.

Dr HORN. — Est-il exact que vous êtes parti pour Moscou nanti de pleins pouvoirs ?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Oui, c'est un fait historique.

Dr HORN. — Quand êtes-vous parti en avion pour Moscou et quelles négociations avez-vous menées là-bas ?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Je suis arrivé le 22 août au soir à Moscou. L'accueil que j'ai reçu de Staline et de Molotov fut très amical. Tout d'abord, nous eûmes une conversation qui dura deux heures. Au cours de cet entretien, toute la question des relations

* 1939

russo-allemandes fut débattue. Le résultat fut d'abord la volonté des deux pays de placer nos relations sur des bases toutes nouvelles; elles devaient s'exprimer dans un pacte de non-agression. En second lieu, les sphères d'intérêts des deux pays devaient être définies dans un protocole secret annexé à l'accord.

Dr HORN. — Que prévoyait ce protocole secret? Quel était son contenu et quelle était sa base politique?

ACCUSÉ VON RIBBENTROP. — Il me faut d'abord signaler qu'on a déjà souvent parlé ici de ce protocole secret. Pendant les négociations qui eurent lieu avec Staline et Molotov, je leur parlai très ouvertement et ils furent également francs avec moi. Je leur exprimai le désir d'Adolf Hitler de voir nos deux pays conclure un accord définitif et j'abordai, évidemment aussi, la question de la crise en Europe. Je déclarai à ces hommes d'État russes, que l'Allemagne ferait tout pour régler la situation avec la Pologne et pour aplanir les difficultés d'une manière pacifique afin, malgré tout, de parvenir à une entente avec elle. Mais je ne laissai aucun doute sur le fait que la situation était grave et qu'il était possible que cela finît par un conflit armé. C'était clair. Il s'agissait ici, pour Staline comme pour Hitler, de territoires perdus au cours d'une guerre malheureuse. C'est pourquoi il est faux de considérer ces faits sous un autre angle. Je l'ai dit à Moscou, Adolf Hitler estimait qu'il fallait régler cette question d'une façon ou d'une autre et c'était aussi l'avis du parti russe.

Nous discutâmes alors de ce que nous aurions à faire, du côté russe et du côté allemand, en cas de guerre. Nous fixâmes une ligne de démarcation afin qu'en cas de provocations intolérables de la part des Polonais ou en cas de guerre, il existât une frontière commune de façon à éviter des conflits d'intérêts entre la Russie et l'Allemagne. La fameuse ligne de démarcation fut la ligne des fleuves de la Vistule, du San et du Bug en territoire polonais et il fut convenu qu'en cas de conflit, le territoire situé à l'ouest de ces fleuves ferait partie de la sphère d'intérêts allemands, et la partie à l'Est, de la sphère d'intérêts russes. On sait que plus tard, lorsque la guerre éclata, ces deux zones furent occupées, d'un côté par les Allemands et, de l'autre, par les Russes. Je répète que j'ai eu l'impression que Hitler et Staline considéraient tous les deux ces territoires — territoires polonais et autres — inclus dans les sphères d'intérêts comme des pays qui avaient été perdus à la suite d'une guerre malheureuse. Les deux hommes d'État estimaient fermement que si ces territoires, je veux dire si une solution raisonnable de ce problème s'avérait introuvable, Adolf Hitler avait tout à fait le droit d'incorporer ces territoires au Reich par un autre moyen. De plus, on détermina d'autres sphères d'intérêts en Finlande, dans les Pays Baltes et en Bessarabie.

(Procès, Tome X, p. 279-280)

ANNEXE 2

Extrait des réponses de Jodl au Procès de Nuremberg, le 5 juin 1946 (matin) :

Coordination des mouvements de troupes allemandes et soviétiques lors de l'invasion de la Pologne, en septembre 1939.

ACCUSÉ JODL. — [...] alors que nous étions à trois jours de marche de la Vistule, je fus informé, à ma plus grande surprise — je crois que ce fut par le représentant du ministère des Affaires étrangères au Quartier Général du Führer — que la Russie soviétique, conformément aux accords, occuperait les territoires polonais qui se trouvaient à l'Est de la ligne de démarcation. En nous approchant de cette ligne de démarcation tracée sur ma carte et qui longeait la frontière de la Prusse Orientale et de la Lituanie — ligne Narew-Vistule-San — je téléphonai aussitôt à Moscou, à notre attaché militaire. Je le mis au courant du fait que, vraisemblablement le lendemain, nous pourrions atteindre cette ligne de démarcation sur certains points. Assez rapidement, je reçus par téléphone la communication que les divisions russes n'étaient pas encore prêtes. Mais, lorsque le surlendemain nous atteignîmes la ligne de démarcation, je reçus encore une fois — la nuit à 2 heures — la communication qu'à 4 heures du matin, les divisions soviétiques occuperaient l'ensemble du front. C'est ce qui s'est produit très exactement. J'ai donné un ordre pour que nos troupes allemandes, partout où elles auraient pris la liaison avec les divisions russes, se retirent après accord avec celles-ci derrière la ligne de démarcation.

(Procès, Tome XV, p. 390)

ANNEXE 3

Lettre de Ribbentrop à Schulenburg, le chargeant de demander aux autorités soviétiques d'occuper sans tarder la partie de la Pologne qui leur était dévolue, selon leur accords secrets.

The Reich Foreign Minister to the German Ambassador in the Soviet Union (Schulenburg)

Telegram

No. 253 of September 3 BERLIN, September 3, 1939—6:50 p. m.
Received Moscow September 4, 1939—12:30 a. m.

Very Urgent! Exclusively for Ambassador. Strictly secret! For Chief of Mission or his representative personally. Top secret. To be decoded by himself. Strictest secrecy!

We definitely expect to have beaten the Polish Army decisively in a few weeks. We would then keep the area that was established as German sphere of interest at Moscow under military occupation. We would naturally, however, for military reasons, also have to proceed further against such Polish military forces as are at that time located in the Polish area belonging to the Russian sphere of interest.

Please discuss this at once with Molotov and see if the Soviet Union does not consider it desirable for Russian forces to move at the proper time against Polish forces in the Russian sphere of interest and, for their part, to occupy this territory. In our estimation this would be not only a relief for us, but also, in the sense of the Moscow agreements, in the Soviet interest as well.

In this connection please determine whether we may discuss this matter with the officers who have just arrived here and what the Soviet Government intends their position to be.

RIBBENTROP

"Nazi-Soviet Relations, 1939-1941", 1948, p. 86

Texte 3

Le ministre des Affaires étrangères du IIIe Reich à l'ambassadeur d'Allemagne en Union Soviétique (Schulenburg)

Télégramme, n° 253, 3 septembre
Berlin, le 3 septembre 1939 à 18h 50
Reçu à Moscou le 4 septembre 1939 à 12h 30

Très urgent ! A l'attention exclusive de l'ambassadeur. Secret absolu. Destiné à titre personnel au seul chef de mission ou à son représentant. Top secret. A ne déchiffrer que par lui-même. Confidentialité absolue.

Nous estimons de façon certaine que nous aurons radicalement vaincu l'armée polonaise dans quelques semaines. Nous tiendrons alors sous occupation militaire la zone définie à Moscou comme appartenant à la sphère d'influence de l'Allemagne. Pour des raisons militaires, nous serons naturellement obligés de repousser les forces militaires polonaises, qui se trouveront de fait dans une zone relevant de la sphère d'influence de la Russie.

Veillez consulter immédiatement Molotov sur ce sujet et voir si l'Union soviétique ne souhaite pas que l'armée russe s'oppose, le moment venu, aux forces polonaises présentes dans la sphère d'influence de la Russie et occupe le territoire. De notre point de vue, une telle décision serait non seulement un soulagement pour nous, mais irait aussi, selon les accords de Moscou, dans le sens des intérêts soviétiques.

Au cours de cette rencontre, veuillez établir s'il nous est loisible de discuter de cette question avec les officiers qui viennent d'arriver auprès de nous, et quelle est la position que le gouvernement soviétique a l'intention d'adopter.

Ribbentrop

ANNEXE 4

Déclaration des gouvernements allemand et russe s'apprêtant à accuser la France et l'Angleterre de la continuation éventuelle de la guerre, après l'effondrement de la Pologne.

Declaration of the Government of the German Reich and the Government of the U.S.S.R. of September 28, 1939

After the Government of the German Reich and the Government of the U.S.S.R. have, by means of the treaty signed today, definitively settled the problems arising from the collapse of the Polish state and have thereby created a sure foundation for a lasting peace in Eastern Europe, they mutually express their conviction that it would serve the true interest of all peoples to put an end to the state of war existing at present between Germany on the one side and England and France on the other. Both Governments will therefore direct their common efforts, jointly with other friendly powers if occasion arises, toward attaining this goal as soon as possible.

Should, however, the efforts of the two Governments remain fruitless, this would demonstrate the fact that England and France are responsible for the continuation of the war, whereupon, in case of the continuation of the war, the Governments of Germany and of the U.S.S.R. shall engage in mutual consultations with regard to necessary measures.

Moscow, September 28, 1939.

For the Government
of the German Reich :
J. RIBBENTROP

By authority of the
Government of the U.S.S.R. :
W. MOLOTOW

"Nazi-Soviet Relations, 1939-1941", 1948, p. 108

Texte 4

Déclaration conjointe du gouvernement du IIIe Reich et du gouvernement de l'URSS, le 28 septembre 1939

Le gouvernement du IIIe Reich et le gouvernement de l'URSS, après avoir définitivement réglé, par le biais du traité signé ce jour, les problèmes provoqués par l'effondrement de la Pologne et institué des bases solides pour une paix durable en Europe de l'Est, expriment l'un et l'autre leur conviction que l'intérêt véritable de tous les peuples est de mettre un terme à l'état de guerre qui sévit actuellement entre l'Allemagne d'une part et la Grande-Bretagne et la France d'autre part. En conséquence, ces deux gouvernements conviennent d'unir leurs efforts, aidés en cela, le cas échéant, par des gouvernements amis, de façon à atteindre cet objectif le plus rapidement possible. Dans l'hypothèse où ces efforts conjoints resteraient sans effet, cela démontrerait que la Grande-Bretagne et la France sont responsables de la continuation de la guerre, en conséquence de quoi, en cas de continuation de la guerre, les gouvernements d'Allemagne et d'Union soviétique s'engagent à se consulter mutuellement sur les mesures à prendre.

Moscou, le 28 septembre 1939

Pour le gouvernement du Reich, J. Ribbentrop
Par délégation, pour le gouvernement d'URSS, W. Molotov

Avec l'autorisation de l'auteur et de la revue *Historiens & Géographes*, le site diploweb.com propose ce texte de référence, initialement publié dans le numéro 382 de la revue, en mars 2003.